



La douleur est tellement forte que parfois certaines femmes s'évanouissent. © PIXABAY

## A Salies, des cures thermales pour soigner l'endométriose

La cité thermale de Salies-de-Béarn soulage de nombreux maux dont les affections gynécologiques.



Les thermes de Salies. © M. ZIRNHELD

On l'appelle la cité des femmes. Depuis leur ouverture en 1857, les soins thermaux de Salies-de-Béarn traitent la stérilité féminine et en ont fait leur réputation.

« C'est l'eau la plus salée du monde. Elle concentre 290 grammes de sel par litre. Elle a des vertus cicatrisantes et sédatives qui ont des effets sur les douleurs pelviennes », explique Chantal Manescau, directrice générale déléguée de l'établissement. Des douleurs que l'on retrouve chez les malades d'endométriose.

« L'endométriose devient une cause nationale. C'est un sujet d'actualité mais qui nous est familier », poursuit la directrice.

La prise en charge de l'endométriose au sein des thermes saliens n'est pas nouvelle. Mais elle est peu connue : « C'est vrai qu'on n'a pas beaucoup communiqué dessus. On communique généralement sur les problèmes de stérilité féminine mais finalement cette maladie rentre dans ces problématiques ».

### Processus thermal unique au monde

« L'association des eaux-mères (précieux concentré d'eau ther-

male qui potentialise les minéraux) avec l'eau thermale est à la fois un processus thermal et une pratique de soins d'hydrothérapie unique au monde ». Les quantités d'eaux mères sont prescrites par les médecins thermaux selon un protocole maîtrisé et adapté aux pathologies.

Différents soins peuvent être prodigués comme les bains, les irrigations vaginales, les douches à l'eau minérale ou encore les compresses d'eau mère.

Les cures durent trois semaines, soit 18 jours de soins, et doivent être prescrites par un médecin traitant. Elles sont remboursées par la Sécurité sociale. Une médecine douce qui laisse entrevoir à de nombreuses femmes une opportunité de se soigner autrement.

A. S. E ■

# Electriciens et gaziers en Béarn : les raisons de la colère



Les électriciens et gaziers, à l'appel de la CGT Energies Béarn-Bigorre, ont manifesté devant le nouveau siège palois d'Enedis, Cité multimédia. © PIERRE-OLIVIER JULIEN

Ce mardi était le premier des deux jours de mobilisation, pour les électriciens et gaziers béarnais, afin de parler effectifs, salaires et reconnaissance des qualifications.

À l'appel national de la FNME CGT, et ici localement, de la CGT Energies Béarn-Bigorre, les électriciens et gaziers locaux, d'Enedis, GRDF, d'EDF commerces ou encore de la Shem Engie se sont mobilisés ce mardi. Dans la matinée, un rassemblement était organisé devant les locaux neufs du nouveau siège d'Enedis, à la Cité multimédia de Pau, avant que les manifestants ne puissent échanger avec Céline Vautrelle, la directrice régionale d'Enedis, présente sur place.

Les représentants du personnel ont pu ainsi lui exposer leurs griefs. Dès hier, nous évoquions notamment les inquiétudes liées à une dégradation du service public, selon la CGT Energies, qui rappelait par exemple la fermeture d'un plateau d'accueil téléphonique commerce d'EDF à Pau ou encore l'externalisation d'acti-

tivités d'Enedis entraînant une diminution des effectifs statutaires.

Emplois, salaires et reconnaissance des qualifications étaient justement le sujet du jour pour la CGT Energies. « Depuis Linky par exemple, tout est géré à distance, par informatique. Donc, pour gagner soi-disant en performance, la direction baisse les effectifs. Mais l'activité, notamment liée aux énergies renouvelables, continue, elle d'augmenter. Et on se retrouve avec des délais de raccordement qui s'allongent » pointent les syndicalistes Olivier Dayteg et Christophe Meriot.

### Suite de la mobilisation ce mercredi

Pour pallier le manque de bras, la direction ferait également appel à davantage d'intérimaires, plutôt que d'embaucher au statut. « Ce qui génère une certaine précarité. Cela, lié aux salaires des électriciens et gaziers qui stagnent depuis dix ans, avec de premiers salaires sous le Smic, n'encourage pas les candidats non plus. On a du mal à trouver du personnel. Et de plus en plus, il y a même des salariés qui démissionnent. Incroyable pour un service public comme le nôtre » soulignent les

deux représentants de la CGT Energies Béarn-Bigorre.

La mobilisation se poursuivra ce mercredi, après une demande d'audience auprès de la préfecture. Cette fois, ce sera pour parler de la demande du gouvernement auprès d'EDF, « qui sera obligé de fournir à ses concurrents, aux fournisseurs alternatifs, de l'électricité, dont il ne dispose pas. EDF sera contraint de l'acheter à un prix exorbitant pour ensuite la brader. Au final, EDF va finir avec un trou de 16 milliards d'euros » craignent les agents, mobilisés ici derrière une intersyndicale (CGT, CFDT, FO et CFE-CGC).

« Cela va alors fragiliser EDF et derrière, ce sont les consommateurs qui vont voir leurs factures bondir » prédisent Olivier Dayteg et Christophe Meriot. Ces derniers appellent surtout à ce que l'électricité « redevienne un bien public » et que la France sorte du marché de l'électricité et du gaz avec la création d'un pôle public de l'énergie. Les électriciens et gaziers seront aussi de la grève interprofessionnelle de ce jeudi.

Sollicitée, la direction d'Enedis, n'a pas souhaité réagir.

PIERRE-OLIVIER JULIEN ■

## Grève interprofessionnelle ce jeudi, avec une manifestation à Pau à 10h30



La grève s'annonce bien suivie. © ILLUSTRATION MZ

Les unions départementales et locales des syndicats FSU, CGT, FO et Sud-Solidaires appellent à une manifestation interprofessionnelle ce jeudi 27 janvier. Elles dénoncent la stagnation des salaires dans les secteurs public et privé, le gel du point d'indice chez les fonctionnaires et la dégradation des conditions de travail, « aggravée par la crise sanitaire ». Ils attaquent également la réforme de l'assurance-chômage.

La suppression des emplois de la fonction publique est aussi évoquée. « Il n'y a pas un service public qui est épargné malheureusement », estime Renaud Bousquet (FSU). Les syndicats affirment qu'il y a une augmentation de 30% des étudiants et paradoxalement, des suppressions de postes à l'université. Ils soulignent également la suppression des postes et

des lits en pleine crise sanitaire. « On marche sur la tête », s'indigne Renaud Bousquet. « Le Covid a été un prétexte pour durcir les conditions de travail », selon Pierre Carreterot (Sud-Solidaires).

Pour Jérôme Cassaing (CGT 64), les fermetures de postes dans l'hôpital conduiraient à la concentration des offres de soins spécialisés à Pau et à Bayonne. « Alors qu'il faut investir massive-

ment dans les services publics qui, on a vu, étaient en première ligne pour faire face à la crise ».

### Délocalisation et pouvoir d'achat

Sur l'emploi, les syndicats dénoncent les délocalisations. « Aujourd'hui, 210 milliards d'euros ont été versés aux entreprises sans aucune garantie. Malheureusement, les grandes entreprises ont instauré des accords de compétitivité pour certaines et délocalisent pour d'autres », constate amèrement Jérôme Cassaing, en citant l'exemple du site Eaton à Serres-Castet.

Emploi des jeunes ou pouvoir d'achat des retraités font aussi partie des raisons de cet appel à la grève. Deux manifestations sont prévues à Bayonne et à Pau. La manifestation paloise partira à 10h30 de la place de Verdun.

MATTHIAS DARCOURT ■